

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

SALARIÉS ET CONSOMMATEURS RANÇONNÉS

Les États Généraux de l'Alimentation se sont ouverts le 20 juillet dernier par une « grand-messe » et se termineront de la même façon fin novembre, répondant aux objectifs de Macron. Les deux axes essentiels sont une vaste tractation entre composantes du patronat pour la répartition de la valeur créée essentiellement par les salariés et une augmentation des prix pour les consommateurs. Au vu des premières discussions et déclarations, la facture sera salée.

CONCERTATION-BIDON

Donnant l'illusion d'une concertation, le ministère de l'Agriculture a multiplié sur trois mois, les rencontres sans qu'aucune véritable concertation n'ait lieu. Une façon comme une autre de faire beaucoup de bruit pour en fin de compte acter des décisions qui sont déjà prises et qui ne modifieront pas les logiques à l'œuvre, voire les aggraveront. De fait, les rencontres décisives et décisionnelles se passent ailleurs, entre le ministère et le patronat, toutes tendances confondues, des agro-businessmen aux grands de la distribution en passant par le patronat des industries agroalimentaires.

À l'image de l'atelier « Rendre les prix d'achat des produits agricoles plus rémunérateurs pour les agriculteurs », celui-ci est présidé par le PDG de Système U et le directeur général de Danone Produits laitiers frais. Bravo, les patrons ont pris le pouvoir au ministère de l'Agriculture ! Le ministère de l'Agriculture, n'est là qu'en observateur semble-t-il. Il laisse les mains libres aux représentants du patronat. Comment croire que ces deux dirigeants du grand patronat vont œuvrer pour « l'intérêt général », alors

que depuis des décennies, avec leurs congénères, ils pillent le travail salarié et le travail agricole en faisant pression à la baisse sur les prix agricoles pour augmenter les profits des groupes de l'agroalimentaire et de la grande distribution ? Les salariés connaissent leurs politiques économiques et sociales, salaires de misère, précarité, licenciements, fermetures de sites, conditions de travail dégradées, accidents du travail et maladies professionnelles en hausse constante.

Les promesses que ces patrons font, la main sur le cœur, n'engagent que ceux qui y croient ! Les interventions ont été décidées à l'avance. Les salariés et leurs organisations syndicales n'ont pas voix au chapitre. En conclusion de cette journée, par exemple, les deux présidents ont jugé que le diagnostic était partagé ! Partagé par ceux qui ont pu intervenir, représentants patronaux essentiellement, appuyés par leurs experts qui n'ont pas hésité à parler des trois « boulets » du secteur : social, fiscal et réglementaire. Ainsi, la messe serait dite.



Les conditions de vie et de travail de centaines de milliers de salariés de nos professions et la misère touchant des dizaines de millions de consommateurs de notre pays sont mises sous le boisseau. On peut d'ores et déjà gager, au vu des déclarations des uns et

des autres, que les décisions adoptées par le gouvernement tourneront autour du « coût du travail » prétendu élevé et d'une augmentation généralisée des prix de l'alimentation. Autant dire que la facture sera salée pour les salariés et les consommateurs.

CE SONT LES SALARIÉS QUI CRÉENT LES RICHESSES

Alors que le soi-disant manque de compétitivité de l'agriculture et des industries agroalimentaires vient de manière récurrente dans les débats, quelques vérités sont toujours bonnes à réaffirmer. 80 % des salariés permanents agricoles et la quasi-totalité des salariés saisonniers sont payés au Smic, soit moins de 1 200 € net par mois. Aujourd'hui, un tiers de la production agricole est réalisée

par du travail salarié. Les deux autres tiers par les agriculteurs eux-mêmes. Faut-il alors, pour maintenir la compétitivité de l'agriculture française, baisser le revenu des agriculteurs ?



Ou bien les « efforts » ne seront-ils demandés qu'aux salariés qui n'interviennent que pour un tiers de la production ? Le seul résultat de ces vieilles recettes capitalistes serait encore une amélioration de la situation des agromanagers au détriment des petits et moyens exploitants et des salariés.

Alors que dans l'industrie agroalimentaire, les salaires sont inférieurs de 15 à 20 % à ceux de

l'industrie manufacturière, le patronat a très largement bénéficié du CICE, dont l'objectif affiché était de faciliter les investissements et l'emploi. Or les effets sur l'emploi ont été nuls. Du premier trimestre 2004 au premier trimestre 2017, à périmètre industriel identique, le nombre de salariés a régressé de 6 %, soit une perte de 35 000 emplois. Dans le même temps, le nombre d'intérimaires

progresses de 27 % et le taux d'intérim passe, dans cette période, de 6,2 % à 8,4 %. En intégrant les contrats en CDD, saisonniers et autres contrats précaires, nous atteignons dans les industries alimentaires

des taux avoisinant les 30 % de précarité. Cette tendance à long terme montre que le patronat ne crée pas d'emploi. Il accroît la précarité et le chômage par la poursuite des restructurations et des licenciements. Rien qu'entre 2012 et 2016, la productivité a augmenté de 9 %. Ces stratégies alimentent, entre autres, les profits en progression constante.

UNE CONSOMMATION ALIMENTAIRE À PLUSIEURS VITESSES

Le patronat, toutes composantes confondues, vise à booster les prix de l'alimentation, sous-entendu qu'aujourd'hui ils seraient minimisés.

Le patronat de l'agriculture, des industries agroalimentaires et de la grande distribution a réalisé un document commun à l'occasion des

États Généraux. L'axe principal est de ponctionner encore les consommateurs, de faire payer l'alimentation au « juste » prix, sous-entendu qu'aujourd'hui les groupes de l'industrie et de la distribution perdent de l'argent pour donner aux consommateurs l'accès à une alimentation de qualité ! Le

PDG de Danone s'est fendu d'un interview dans les Echos fin juillet sur le thème « les Français ne paient pas leur alimentation à son vrai prix ». Danone serait-il à plaindre avec une augmentation de 7,3 % de son résultat opérationnel courant au premier semestre 2017, une marge à 14,2 %, meilleure que les 13,4 % attendus ? Faut-il continuer à engraisser les actionnaires, à permettre que des Pénicaud et consorts gagnent en une journée plus d'un million d'€ en revendant des stocks options à la faveur d'une hausse du cours de la Bourse suite à un plan de licenciements ?

Le document patronal souligne les effets bénéfiques de la Loi de Modernisation Economique, promulguée par Sarkozy en 2008, en faisant soi-disant baisser les prix alimentaires.

Rappelons-le, cette loi a donné des privilèges exorbitants à la grande distribution dans les négociations commerciales avec les autres composantes de nos filières. Or, de source Insee, les prix alimentaires en France sont en moyenne 10 % au-dessus de la moyenne européenne. Ce chiffre vient contredire l'argumentation patronale sur le « vrai » prix de l'alimentation qui ne serait pas payé par le consommateur et confirmer les fadaïses concernant une prétendue baisse des prix



alimentaires. Le patronat, dans son texte de préparation, assume pleinement une alimentation à plusieurs vitesses, la qualifiant de « segmentation » du marché. Cet objectif est affiché alors que plus de 80 % des consommateurs disent prioriser le prix dans le choix de leur alimentation. Une telle stratégie tourne le dos à un développement de nos filières agroalimentaires, à la création d'emplois, à une réelle politique nutritionnelle nationale, à la qualité pour toutes et tous. En augmentant les prix, comme il le demande, sans augmentation du pouvoir d'achat des salariés, la situation alimentaire de millions de Français s'aggravera encore. Seules, les

catégories à hauts revenus auraient accès à une alimentation saine et de qualité, les Smicards et autres salariés pauvres et précaires, les chômeurs et les retraités devraient se

contenter d'une alimentation de qualité médiocre. A eux, les carences nutritionnelles et autres maladies de la pauvreté ! Cette ligne directrice est la même que celle élaborée par les grands groupes transnationaux de l'alimentation pour les pays pauvres d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Les consommateurs solvables sont la cible, pour les autres, malnutrition, faim, maladies...

TRACTATIONS FINANCIÈRES EN SOUS-MAIN

Les États Généraux de l'Alimentation ne se fixent pas pour objectif une répartition « équitable » de la valeur. Ils lui tournent le dos. Ce n'est que slogan d'une propagande macroniste.

L'organisation des interventions, les présidences des ateliers stratégiques, tout montre que ces États Généraux n'ont de concertation que le nom, ce qui devient une

marque de fabrique de ce gouvernement au service du patronat. Les décisions sont déjà écrites, qui s'inscrivent dans les logiques à l'œuvre. Pire, elles les amplifieront.

Les États Généraux de l'Alimentation s'acheminent vers des tractations financières en sous-main entre patronat des diverses composantes de la filière sur le dos des salariés et des consommateurs. Raison pour

laquelle certainement, les syndicats de salariés, même ceux bien en cour à qui l'on réserve un hochet, sont tenus le plus éloignés possible des discussions.

Les agro-managers réclament un « plan social » pour les petits et moyens agriculteurs qui subissent la volatilité des prix des produits agricoles, la pression à la baisse des prix imposée par les groupes agroalimentaires et de la grande distribution, une standardisation des produits pour répondre aux exigences des

industries de transformation... La concentration agraire a de beaux jours devant elle. Ensemble, agro-businessmen, grands de la distribution et patrons des industries agroalimentaires négocient une augmentation généralisée des prix alimentaires visant les catégories à hauts revenus, ce qui va entraîner une consommation alimentaire à plusieurs vitesses. La monopolisation capitaliste de toutes les filières s'amplifiera.

D'AUTRES POLITIQUES NATIONALES DOIVENT ÊTRE ÉLABORÉES

Le système capitaliste est incapable de répondre aux besoins économiques et sociaux des populations. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. L'accès pour tous à une alimentation saine et de qualité n'est qu'un mot d'ordre. Son objectif est de faire le maximum de profits le plus vite possible. Les résultats des entreprises du CAC 40 au 1^{er} semestre 2017 sont éloquents. Les profits crèvent le plafond à 52 milliards d'€ en hausse de 26,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2016. Et dans le même temps, Macron impose aux travailleurs une « réforme » du Code du Travail en quelques semaines. Il casse 120 ans d'acquis sociaux et collectifs pour permettre notamment aux entreprises de licencier comme elles veulent. Caviar pour quelques-uns et misère, chômage et précarité pour la grande masse des salariés.

extraite du carcan de la recherche du profit maximum à tout prix. Une véritable politique alimentaire et nutritionnelle publique doit garantir l'accès pour tous à une alimentation saine et diversifiée à des prix socialement acceptables. Notre pays doit développer son potentiel agricole et industriel. Il doit s'appuyer sur les savoir-faire et les compétences des salariés. Leurs revendications doivent être satisfaites, notamment l'augmentation des salaires redonnant du pouvoir d'achat pour relancer réellement la machine économique, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail et la création d'emplois stables et qualifiés, l'amélioration de la protection sociale.

Septembre 2017

La France est une grande puissance agricole et alimentaire. L'alimentation est un élément vital pour les populations. Elle doit être



**FNAF
CGT**

BULLETIN DE CONTACT ET/OU D'ADHESION

**FNAF
CGT**

NOM : Prénom :
Adresse personnelle :
.....
Tél. : E-mail :

Remettre à un militant de votre connaissance ou à renvoyer à la FNAF-CGT 263 rue de Paris – Case 428 – 93514 Montreuil Cedex –
fnaf@fnaf.cgt.fr